

**COMMUNAUTE DE COMMUNES
MEDOC ATLANTIQUE**

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Siège :

**9 rue du Maréchal d'Ornano
33780 SOULAC-SUR-MER****☎ 05.56.73.29.26****EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS****SEANCE ORDINAIRE DU JEUDI 6 AVRIL 2023
D06042023/58**

PRESIDENT

Xavier PINTAT

ETAIENT PRESENTS :

Membres titulaires :

Patrick MEIFFREN, Florence LEGRAND, Jean-Marc SIGNORET, Christian BOURA, Laurent PEYRONDET, Yves BARREAU, Véronique CHAMBAUD, Jean-Pierre DUBERNET, Franck LAPORTE, Jean-Louis BRETON, Tony TRIJOULET, Jean-Luc PIQUEMAL, Catherine ROBINEAU, Catherine GIANNORSI, Christian BOURNIGAL, Patrick BURAN, Pascale COLMET-MARZAT, Hervé CAZENAVE, Adrien DEBEVER, Chantal PARISE, Dominique PATRAS, Marie-Hélène GIRAL, Jean-Marie REVAILLER, Evelyne MOULIN, Bernard LOMBRIL, Marie-Dominique DUBOURG, Christine GRASS.

ETAIENT REPRESENTES :

Jacques BIDLUN donne pouvoir à Christine GRASS
Frédéric QUILLLET donne pouvoir à Florence LEGRAND
Stéphane MARGALEF donne pouvoir à Jean-Marc SIGNORET
Karine FORGERON donne pouvoir à Catherine GIANNORSI
Alexia BACQUEY donne pouvoir à Adrien DEBEVER
Jean-Yves MAS donne pouvoir à Laurent PEYRONDET

ETAIENT ABSENTS :

Thierry DESPREZ

ETAIENT ABSENTS EXCUSES :

Jean-Marie BERTET, Valérie DA COSTA OLIVERA, Liliane DUBOIS.

Membres suppléants
remplaçant un membre
titulaire :

Membres suppléants

Bernard VILLENEUVE

SECRETAIRE DE SEANCE :

Jean-Marie REVAILLER

Objet : FINANCES : VOTE DU PRODUIT DE LA TAXE GEMAPI POUR 2023
Rapporteur : Patrick MEIFFREN, 8^e Vice-Président
Vote : UNANIMITE

En vertu de l'article 53 de la loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificatives pour 2017, le Conseil Communautaire a confirmé, par délibération n°D25012018/005 du 25 janvier 2018, les termes de sa délibération n° D03082017/117 en date du 3 août 2017, en réaffirmant l'institution, sur le territoire de la Communauté de Communes Médoc Atlantique, à partir du 1^{er} janvier 2018, de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI).

Pour l'année 2023, il appartient au Conseil Communautaire de déterminer le montant unitaire de la taxe GEMAPI, dans la limite maximale de 40 € par habitant (population DGF : 49 296 habitants en 2022).

Par délibération D29072021/111, le Conseil Communautaire a approuvé la détermination d'une taxe GEMAPI de 19 € par habitant de sorte à garantir un produit attendu de 919 087 € nécessaire au financement d'un budget prévisionnel estimé à 1 120 087 € (919 087 € de taxe GEMAPI et 201 000 € d'attribution de compensation) pour l'année 2022.

Il est proposé au Conseil Communautaire, dans le respect du calendrier des délibérations relatives à la fiscalité locale, de modifier le dispositif de la délibération du 29 juillet 2021, en prévoyant :

- de fixer la taxe GEMAPI à 22 € par habitant de sorte à garantir un produit attendu de 1 084 512 € nécessaire au financement d'un budget prévisionnel estimé à 1 285 512 € (1 084 512 € de taxe GEMAPI et 201 000 € d'attribution de compensation) pour l'année 2023,
- de communiquer la présente délibération aux services préfectoraux et fiscaux.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

- APRÈS en avoir pris connaissance,
- VU l'avis favorable du bureau communautaire du 23 mars 2023, pour l'inscription de cette question à l'ordre du jour,
- OUI l'exposé du rapporteur,
- APRÈS en avoir délibéré,

DECIDE,

- de fixer la taxe GEMAPI à 22 € par habitant de sorte à garantir un produit attendu de 1 084 512 € nécessaire au financement d'un budget prévisionnel estimé à 1 285 512 € (1 084 512 € de taxe GEMAPI et 201 000 € d'attribution de compensation) pour l'année 2023,
- de communiquer la présente délibération aux services préfectoraux et fiscaux.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de membres présents : 28

Nombre de suffrages exprimés : 34

Vote : Pour : 34 Contre : / Abstention : /

FAIT ET DELIBERE LES JOURS MOIS ET AN QUE DESSUS

ONT SIGNE AU REGISTRE LES MEMBRES PRESENTS

COPIE CERTIFIEE CONFORME

FAIT À SOULAC-SUR-MER, le 6 AVRIL 2023



LE PRESIDENT,

Xavier **PINTAT**

Maire de Soulac-sur-Mer
Membre Honoraire du Parlement

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'État et sa publication.